



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de Vendée  
10, rue du 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
Bat A  
cité administrative Travot , CS 70766  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 22 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PIVETEAU BOIS**

La Vallée - BP 7  
STE FLORENCE  
85140 Sainte-Florence

Références : SRNT-2025-0826  
Code AIOT : 0006301560

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIVETEAU BOIS
- La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023 complété par arrêté du 28 février 2025.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance des émissions atmosphériques – Choix des VLE (continu)	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des émissions atmosphériques – Choix des VLE – Hg	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1 – note (7)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Caractéristique de la cheminée (débit de rejet et hauteur)	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Respect des VLE des mesures en continu et semi-continu	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Compteur dépassement des VLE	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 18-2	Demande d'action corrective	3 mois
13	Durée des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
14	Mesure par un organisme externe – Paramètres suivi en continu	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 28-a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Condition d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 9. I	Demande d'action corrective	3 mois
17	Quantité de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	CSR entreposés	23/03/2023, article 1.2.4		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité des arrêtés ministériel IED WI et sectoriel 2971	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance des émissions atmosphériques – Suivi en continu	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 28	Sans objet
6	Cheminée (vitesse et section de mesure)	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4	Sans objet
7	Construction des moyennes 30 mins et journalières	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.3	Sans objet
8	Evaluation des émissions dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1.2	Sans objet
11	Indisponibilité surveillance continue	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 10	Sans objet
12	Indisponibilité surveillance semi-continu	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 10	Sans objet
15	Suivi des automates	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unité CSR a été mise en exploitation au début de l'année 2025. Suite à la visite des ajustements ont été rendus nécessaires dans les outils de supervision des émissions atmosphériques. Une actualisation des flux maximaux de rejets de certaines substances prescrits dans l'arrêté préfectoral du 23 mars 2023 est aussi rendue nécessaire pour tenir compte de la révision du débit de rejet réel des installations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Applicabilité des arrêtés ministériel IED WI et sectoriel 2971**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b)  2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie : - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<b>Constats :</b>  Le site est régulièrement autorisé sous les rubriques 2971-1 et 3520-a. La chaudière G18 (chaudière de 19,9 MW alimentée en CSR) a été mise en exploitation en 2025. Les arrêtés ministériels : <ul style="list-style-type: none"><li>• du 12 janvier 2021 <i>relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et</i></li><li>• du 23 mai 2016 <i>relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i></li></ul> sont donc applicables en complément de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques – Suivi en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques – Suivi en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Article 28 de l'AM du 23/05/2016</li></ul> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations.</p> <p>L'exploitant réalise la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- poussières totales ;</li><li>- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li><li>- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;</li><li>- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés.</li></ul> <p>Il mesure également en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le monoxyde de carbone ;</li><li>- l'oxygène et la vapeur d'eau.</li><li>- le débit des fumées qui correspond aux mesures en continu des substances ci-dessus. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, les émissions sont évaluées périodiquement.</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>Article 2.2.2. de l'AM du 12/01/2021</li></ul> <p>Surveillance des effluents gazeux</p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération :</p> <p><i>Voir tableau de l'arrêté ministériel</i></p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation G18 est équipée de plusieurs automates de mesure pour la surveillance des rejets atmosphériques en continu et semi-continu notamment MIR FT, OXYBOXAIR, Graphite 52M, SM5, PCME QAL 181, SF 200.</p> <p>L'exploitant suit en continu les paramètres prévus par les arrêtés ministériels : CO, COT, HCl, HF, NOX, SO2, poussières, NH3, Hg. Il suit également les teneurs en oxygène et vapeur d'eau et le débit des fumées.</p> <p>Ces mesures sont rapportées dans les rapports mensuels de suivi transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques – Choix des VLE (mesure en continu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des VLE (paramètres suivis en continu)
<b>Prescription contrôlée :</b>  En conditions normales de fonctionnement (NOC), les rejets issus de la chaudière G18, alimentée par des combustibles solides de récupération, doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes :  <i>Voir tableau de l'arrêté préfectoral</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de rapports mensuels pour le suivi des VLE journalières. Les rapports distinguent les périodes R-EOT (Relevant Effective Operating Time – période de fonctionnement effectif avec combustion de déchets) et les périodes NOC. Ces rapports mensuels (exemple rapport mensuel d'août 2025) prennent bien en compte les VLE en période NOC de l'arrêté préfectoral et celles de l'arrêté ministériel du 23/05/2016 en période R-EOT.  Les flux journaliers fixés à l'article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral en période NOC sont également suivis par l'exploitant dans les rapports mensuels.  A ce jour, aucun flux journalier n'est prescrit par arrêté préfectoral en période R-EOT et l'exploitant n'édite donc pas de rapport mensuel transmis à la DREAL pour vérifier ces flux.  L'exploitant sollicite par ailleurs une adaptation de certains flux à ce jour prescrits dans l'arrêté préfectoral. Cette adaptation est justifiée selon l'exploitant par la non prise en compte d'un facteur de correction pour le calcul du débit dans le dossier de demande d'autorisation. A l'issue de l'instruction de cette demande, un arrêté préfectoral sera proposé pour fixer des flux également en période R-EOT. A ce stade l'inspection considère que les flux journaliers prescrits en période NOC doivent également être vérifiés en période R-EOT.  La conformité aux VLE est examinée au point de contrôle n° 9.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Vérifier le respect des flux journaliers de l'article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral en périodes NOC et R-EOT.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques – Choix des VLE – Hg**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1 – note (7)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des VLE (paramètres suivis en continu) – Hg
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm <sup>3</sup> pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm <sup>3</sup> pour les unités nouvelles sera réalisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant suit en continu les rejets en Hg (automate SM5) en période NOC.  Le jour de la visite, l'exploitant ne suit pas les dépassements des valeurs 30min supérieures à 0,035 mg/Nm <sup>3</sup> pour le paramètre Hg et ne les reporte donc pas dans les rapports mensuels.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Assurer en période NOC le suivi des dépassements des valeurs 30min supérieures à 0,035 mg/Nm <sup>3</sup> pour le paramètre Hg et le rapporter dans les prochains rapports mensuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Caractéristique de la cheminée (débit de rejet et hauteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site comprend les conduits suivants : ...    Installation associée   Numéro d'exutoire   Traitement   Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h)   Hauteur du point de rejet (en m par rapport au sol)      Chaudière CSR G18   G18   Multi-cyclones + filtre à manche avec injection de réactifs + dénitrification SCR par injection de solution ammoniacale   37 000 Nm <sup>3</sup> /h   35
<b>Constats :</b>  Le débit massique nominal des effluents atmosphériques est de 50 000 Nm <sup>3</sup> /h et non de 37 000 comme cela a été indiqué dans le dossier de demande d'autorisation. Les rapports mensuels font ainsi état de débits moyens journaliers supérieurs à 37 000 Nm <sup>3</sup> /h, par exemple jusqu'à 42 000 Nm <sup>3</sup> /h le 29/08/25. En effet lors de la réalisation du DDAEnv, le débit n'aurait pas été corrigé pour tenir compte des conditions normales de température et de pression et de la teneur en O <sub>2</sub> sur gaz sec. L'exploitant a indiqué le jour de la visite qu'il allait faire une demande de modification des prescriptions sur la



<p>base d'une évaluation des risques sanitaires actualisées.</p> <p>Cette demande actualiserait également la hauteur de la cheminée qui est de 28 mètres et non 35 comme initialement prévu.</p> <p>Ces éléments seront examinés à réception de ce porter à connaissance par l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Solliciter l'adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral avec les éléments d'appréciation dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Cheminée (vitesse et section de mesure)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En conditions normales de fonctionnement (NOC), les rejets issus de la chaudière G18, alimentée par des combustibles solides de récupération, doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <p>Vitesse d'éjection minimale = 14 m/s</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vitesse des effluents est mesurée par l'automate SF 200.</p> <p>Cet automate a fait l'objet d'un QAL 2 par SOCOTEC le 25 mars 2025 (rapport du 12 septembre 2025). Dans le rapport, la vitesse est en moyenne de 17,5 m/s donc conforme à l'AP (vitesse d'éjection minimale de 14 m/s).</p> <p>A noter par ailleurs que dans les rapports de mesure SOCOTEC (par exemple Rapport de mesures du 27/05/2025 édité le 18/07/2025), il est relevé la conformité de la section de mesurage aux normes applicables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Construction des moyennes 30 mins et journalières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intervalles de confiance en période NOC
<b>Prescription contrôlée :</b>  7.3. Conditions de respect des valeurs limites  Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué dans la partie 7.2. ...  7.2. Intervalles de confiance  En ce qui concerne les valeurs limites d'émission journalières, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : Monoxyde de carbone : 10 %. Dioxyde de soufre : 20 %. Dioxyde d'azote : 20 %. Poussières totales : 30 %. Carbone organique total : 30 %. Chlorure d'hydrogène : 40 %. Fluorure d'hydrogène : 40 %. Ammoniac : 40 %. Mercure : 40 %. Lorsque la soustraction de l'intervalle de confiance aboutit à une valeur négative, le résultat pris est égal à 0.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un document de synthèse produit par la société ENVEA présentant le traitement des données et contrôles réglementaires - version REV E du 25/10/2024 par le logiciel WEX présentée le jour de la visite et version F du 05/09/2025 transmise postérieurement à la visite d'inspection.  Les données 30 minutes affichées dans les rapports de suivi mensuel sont des données normalisées construites en tenant compte de l'intervalle de confiance de l'article 7.2. Les intervalles de confiances présentés dans ce rapport : Monoxyde de carbone : 10 % Dioxyde de soufre : 20 % Dioxyde d'azote : 20 % Poussières totales : 30 % Carbone organique total : 30 % Chlorure d'hydrogène : 40 % Fluorure d'hydrogène : 40 % Ammoniac : 40 % Mercure : 40 % sont conformes à l'arrêté ministériel.

<p>A noter que ces intervalles de confiance sont également utilisés en période R-EOT et sont conformes à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016.</p> <p>Par ailleurs, conformément à l'article 7.3, si plus de 10 minutes en OTNOC, la moyenne 30 min est qualifiée de OTNOC selon le document ENVEA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Evaluation des émissions dans les effluents gazeux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Correction des données brutes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions atmosphériques qui sont indiquées dans l'annexe 7 du présent arrêté désignent des concentrations exprimées en masse de substance émise par volume d'effluents gazeux ou d'air extrait, dans les conditions standard suivantes : gaz sec à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa ; concentration exprimée en mg/Nm3, µg/Nm3, ng OMS TEQ/Nm3 ou ng I-TEQ/Nm3.</p> <p>Le niveau d'oxygène de référence utilisé pour exprimer ces valeurs limites d'émissions dans les installations d'incinération et de co-incinération des déchets est de 11 % sur sec.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le document ENVEA détaille les modalités de correction des données brutes (valeurs 30 minutes) pour les corriger aux conditions normales températures, pression) pour la teneur en oxygène de référence et sur gaz sec.</p> <p>Les paramètres de correction sont bien ceux de l'arrêté ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- température de référence : 273,15 K</li> <li>- pression de référence : 101,3 kPa</li> <li>- niveau d'oxygène de référence : 11 %. Aucun enrichissement de l'atmosphère en oxygène n'est fait justifiant un autre taux de référence.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Respect des VLE des mesures en continu et semi-continu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En conditions normales de fonctionnement (NOC), les rejets issus de la chaudière G18, alimentée par des combustibles solides de récupération, doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes :</p> <p><i>Voir tableau de l'arrêté préfectoral</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

#### Pour les paramètres suivis en continu

Vu par sondage les rapports mensuels de surveillance des émissions atmosphériques en période NOC (rapports des mois de mars à août 2025) :

- les rapports indiquent un respect des VLE journalières pour les paramètres suivis en continu à l'exception de quelques dépassements ponctuels :
  - NH<sub>3</sub> : 2 dépassements en juillet 2025 + 3 dépassements en juin 2025
  - HCl : 1 dépassement en juin 2025
  - NO<sub>x</sub> : 1 dépassement en juin 2025, 2 dépassements en mars 2025
- concernant le respect des flux, les rapports mensuels font état de plusieurs dépassements journaliers, notamment pour les NO<sub>x</sub>, l'HCl et ponctuellement le NH<sub>3</sub>.

Pour les NO<sub>x</sub>, le flux maximal mesuré est de 3,71 kg/h (VLE = 3kg/h) à l'exception d'une journée à 6,27 le 13 mars. Ces dépassements de flux sont en premier lieu liés à la sous-évaluation du débit des rejets annoncés dans le DDAenv et actés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exception des dépassements ponctuels de VLE en concentration journalière notamment le 13 mars 2025 (problème d'injection d'ammoniaque). Une demande d'adaptation des flux et conditions de rejets de l'installation est en cours de préparation par l'exploitant le jour de la visite, notamment à l'appui d'une évaluation des risques sanitaires révisée.

Vu par sondage les rapports mensuels de surveillance des émissions atmosphériques en période R-EOT (rapports des mois de mars à août 2025) : ils ne font pas état de dépassement des VLE journalières en concentration. Il n'y a pas de suivi des flux comme vu au point de contrôle 3.

#### Pour les paramètres suivi en semi-continu

Vu par sondage les rapports d'analyses de mars à mai 2025. Ces rapports sont édités par la société Kali'air. Les résultats en dioxines et furannes sont inférieurs en concentration à la VLE de 0,06 ng/Nm<sup>3</sup> (VLE NOC).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Voir points de contrôle n°3 et 5.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 10 : Compteur dépassement des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 18-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Compteur dépassement des VLE

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 d, lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée :

- cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption ;
- la durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

<p>En outre,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne dépasse en aucun cas 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure ;</li> <li>- les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne sont pas dépassées ;</li> <li>- les conditions relatives au niveau de combustion à atteindre sont respectées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports mensuels en période R-EOT ne rapportent pas la durée de dépassement des valeurs limites de rejets (limite de 60 heures annuelle).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ajouter le compteur 60h pour le suivi des dépassements des valeurs de rejet en période R-EOT.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Indisponibilité surveillance continu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité surveillance continu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Dispositifs de mesure en continu des polluants aqueux et atmosphériques</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports mensuels rapportent les durées d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu en période R-EOT. Au 31/08/2025, le temps cumulé était inférieur à 60 heures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Indisponibilité surveillance semi-continu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité surveillance semi-continu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Dispositifs de mesure en semi-continu des dioxines et furanes</p>

<p>Lorsqu'un dispositif de mesure en semi-continu est mis en œuvre, l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques.</p> <p>Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation quel que soit le pourcentage de CSR.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports mensuels d'analyse des dispositifs de mesure en semi-continu rapportent la durée des indisponibilités.</p> <p>Le rapport Kali'Air (cartouche de prélèvement du 29/04 au 26/05/2025) rapporte le taux de disponibilité du préleveur cumulé en 2025 : 99,9% au 26/05/25 (donc indisponibilité &lt; 15 %).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Durée des OTNOC

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compteur OTNOC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi des OTNOC. Ce plan s'appuie sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un compteur H0 journalier</li> <li>- un compteur annuel H1</li> <li>- un compteur annuel H2 qui est incrémenté quand la moyenne journalière en R-EOT est supérieure à la VLE jour NOC.</li> </ul> <p>Le rapport mensuel d'août 2025 en période NOC fait état d'un compteur OTNOC (H1) de 6j 23h36min soit 167 heures environ. L'exploitant précise que la mise en service explique plusieurs passages en OTNOC. Le rapport mensuel d'août 2025 en période R-EOT précise l'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure de 10h00. Pour l'indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu le rapport KALI'AIR précise l'indisponibilité annuelle (conforme le jour de la visite – cf. point de contrôle précédent).</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait pas de la liste des OTNOC. Celle-ci a été transmise postérieurement (version du 11 juin 2025). La liste transmise ne met pas en évidence les causes profondes et les conséquences potentielles des OTNOC.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Formaliser une liste des OTNOC conforme à l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 en mettant notamment en évidence les causes profondes et les conséquences potentielles des OTNOC. Ces OTNOC devront faire l'objet d'une évaluation périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Mesure par un organisme externe – Paramètres suivis en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 28-a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures externes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait, en outre, réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu. L'exploitant fait, enfin, réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), au moins quatre mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furanes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des éléments métalliques mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et en semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme. Au cours des deux premières années d'exploitation, une telle mesure externe des dioxines et furanes mentionnés à l'alinéa précédent est réalisée huit fois par an à intervalles réguliers.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les paramètres suivis en continu de l'arrêté ministériel du 23/05/2016, l'exploitant a procédé à des mesures par un laboratoire externe. Vu les rapports de mesures SOCOTEC du 15/01/25, 27/03/25 et du 28/08/25. Ces mesures (prélèvement et analyse) sont faites sous accréditation d'après le rapport SOCOTEC.</p> <p>Les rapports font état de non-conformités pour les paramètres suivants (VLE et flux de l'AP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NOx : non conformité sur les concentrations (rapport du 28/08/25) et le flux (rapports du 27/03/25 et du 28/08/25). Le non-respect de la VLE en flux est à mettre en relation avec la modification sollicitée suite à la réévaluation du débit nominal des rejets. Le non-respect de la VLE le 28/08/25 reste cependant à examiner par l'exploitant (88 mg/Nm3 pour une VLE à 80).</li> <li>• NH3 : non conformité sur les concentrations (rapport du 28/08/25 - mesure à 11,08 mg/Nm3 pour une VLE de 10) et le flux (rapports du 27/03/25 et du 28/08/25)</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• HCL : non conformité sur le flux (rapport du 27/03/25)</li> </ul> <p>Les autres paramètres sont conformes.</p> <p>Pour les paramètres cadmium et ses composés ainsi que thallium et ses composés, mercure et ses composés et total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), dioxines et furanes, l'exploitant a procédé à au moins 4 mesures en 2025 dont une avant la mise en service effective de l'installation (rapports SOCOTEC du 15/01/25, 27/03/25, 28/05/25 et 28/08/25). Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>S'agissant de la 1ère année d'exploitation, l'inspection rappelle la nécessité d'une analyse tous les 3 mois (<i>"Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des éléments métalliques mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et en semi-continu est réalisée tous les trois mois."</i>). A la suite de la visite l'exploitant a indiqué avoir pris en compte cette exigence et re-planifier les contrôles avec les bonnes échéances sans toutefois transmettre le nouveau planning.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Examiner les causes du dépassement de la valeur limite en concentration des NOx et NH3 dans le rapport SOCOTEC du 28/08/25.</p> <p>Re-planifier les contrôles externes et transmettre le planning modifié pour s'assurer qu'au cours de la 1ère année, la mesure externe de l'ensemble des éléments métalliques et des paramètres suivis en continu et en semi-continu est réalisée tous les trois mois. Pour les dioxines et furanes, il conviendra au cours des 2 premières années d'assurer ce contrôle 8 fois par an à intervalles réguliers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 15 : Suivi des automates

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des automates</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p>...</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection</p>



des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, version de décembre 2014, ou toute autre méthode équivalente.

**Constats :**

Vu par sondage pour le suivi des paramètres NOx, HCl et NH3.

Le suivi en continu des paramètres NOx, HCl et NH3 est fait par l'analyseur MIR-FT. Celui-ci permet plus largement le suivi en continu des paramètres CO, NOx, SO2, H2O, HF, HCl, NH3, COT. Pour cet analyseur l'exploitant dispose d'un certificat de conformité QAL1 délivré par mCERTS.

Le certificat a été renouvelé le 28/04/2024 et était donc valide à la date d'implantation de l'automate sur le site.

L'analyseur permet le suivi en continu des paramètres périphériques O2 et H2O.

Pour la mesure du NOx, l'analyseur analyse le NO et le NO2.

Pour les NOx, HCl et NH3, l'étendue de certification est cohérente avec les VLE de l'arrêté préfectoral.

QAL2

L'exploitant a fait procéder au QAL2 pour vérifier l'aptitude à l'emploi des appareils de mesure en continu. Cette vérification a été faite par SOCOTEC (organisme accrédité – cf. rapport de prestation). Le rapport définitif de SOCOTEC du 12/09/2025 était en attente le jour de la visite d'inspection. Ce rapport décrit les nouvelles fonctions d'étalonnage à appliquer dans l'automate. Celles-ci restaient en attente d'implantation dans le système de traitement le jour de la visite.

Le rapport vise tous les paramètres suivis en continu sur le site.

Le rapport donne pour chaque paramètre les coefficients de corrélation R2. Ceux-ci sont proches de 1 ce qui est satisfaisant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Confirmer l'implantation des droites d'étalonnage issues du QAL2.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Condition d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 9. I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Condition d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

d) Conditions de l'alimentation en CSR

Les installations possèdent et utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation en CSR :

...

- chaque fois que la température de 850 °C ou la température fixée au paragraphe e n'est pas maintenue ;...

**Constats :**

L'installation dispose d'une alarme "arrêt alimentation CSR" chaque fois que la température de

850°C ne peut pas être maintenue. Toutefois, l'exploitant mentionne que cette alarme n'est pas associée à un arrêt automatique du poussoir d'alimentation en CSR.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  S'assurer de l'arrêt de l'alimentation automatique en CSR lors des alarmes sur la température de 850°C ne pouvant être maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Quantité de CSR entreposés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité CSR entreposés
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Piveteau Bois a pour activité principale, sur le site de La Gauvrie, la première transformation du bois. Pour cela, le site dispose des principaux équipements suivants : ... <ul style="list-style-type: none"> <li>une chaudière G18 alimentée par des combustibles solides de récupération (CSR), et son stockage associé (T - bâtiment G19) de 3 565 m<sup>3</sup> ;</li> </ul> ...
<b>Constats :</b>  Après vérification par l'exploitant, celui-ci indique que la capacité de stockage du bâtiment est de 5630 m <sup>3</sup> (volume du bâtiment = 6400 m <sup>3</sup> ) et non 3565 m <sup>3</sup> comme fixé dans l'arrêté préfectoral. Le volume de remplissage du bâtiment est suivi en permanence par un scanner et des relevés sont faits régulièrement. Le jour de la visite, le taux de remplissage est de 71%. A la suite de cette vérification, l'exploitant a proposé la mise en place d'une consigne pour garantir la capacité maximale de stockage prévue par l'arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place et en œuvre une consigne pour garantir la capacité de stockage maximale de CSR fixée par l'arrêté préfectoral en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois